



CRISE SANITAIRE & SOCIALE:

En finir avec le capitalisme, est une urgence vitale !

La crise sanitaire que nous connaissons toutes et tous actuellement, nous montre une fois de plus les conséquences dramatiques d'une société capitaliste basé sur une seule logique : Faire du profit pour les intérêts du patronat au détriment de nos conditions de travail et de vie. Le mépris de classe est de rigueur.

Alors que Macron et son gouvernement, considéraient la santé de la population comme étant une priorité, comment comprendre qu'il ait fallu plus d'un mois pour prendre des mesures « protégeant », par ailleurs imparfaitement, les millions de travailleurs et travailleuses les plus précaires ? Intérimaires, privé.es d'emplois, salarié.es à la pigne, intermittent.es, caissier.es, éboueur.euses sont les plus touché.es par la crise actuelle et l'inévitable crise économique que va nous faire payer le patronat !

L'arlésienne de la prise d'otage revient à chaque mouvement de grève de salarié.es. **Comment devrait-on**

qualifier cette situation où des travailleurs et travailleuses doivent aller au front, au mépris de leur sécurité et du respect minimum de leurs conditions de travail sous peine de laisser crever une partie de la population.

Emmanuel Macron annonçait à la veille du confinement que nous étions « en guerre ». Nous avons le sentiment de revivre la mobilisation de 1914 où la piétaille sera sacrifiée massivement pour pallier l'incompétence et les erreurs stratégiques de la hiérarchie.

Le gouvernement a-t'il l'intention de rétablir les conseils de guerre et les fusillé.es pour l'exemple ?

« Crise économique » : Les travailleur.euses sacrifié.es

Au prétexte de la prétendue « crise économique » à venir, le gouvernement et le patronat ont dès le lendemain du confinement annoncé des mesures anti-ouvrières dans le cadre de la loi « d'urgence sanitaire et droit du travail ».

"Le mot d'ordre est maintenant celui de la flexibilité. C'est en temps de crise que l'on se rend compte de la nécessité d'avoir les règles les plus souples possible pour permettre à notre appareil productif de s'adapter. Espérons d'ailleurs que cette prise de conscience ira au-delà de la crise. Cela concerne au premier chef notre Code du travail.", a déclaré le gouvernement le 25 mars dernier.

De son côté, le président du MEDEF estimait que « l'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020".



• Régression sociale pour les travailleuses et les travailleurs :

En plus des lois patronales actuelles (Loi travail, ordonnances Macrons, lois sur le financement de la sécurité sociale, réformes des retraites, réformes UNEDIC etc), l'occasion est donnée au patronat et au gouvernement, de rogner encore un peu plus nos droits sociaux en appliquant les dispositions suivantes contenues dans la loi « *urgence sanitaire et droit du travail* ». Il s'agit d'une véritable déclaration de guerre faite à l'encontre de la classe ouvrière :

- **Suppression des 35h** : travail jusque 60h/semaine ;
- **Durée du travail de 12 h** par jour ;
- **Durée du travail de 12 h** de nuit ;
- **jours de congés, de RTT, du compte épargne temps** imposés ;
- **Suppression du dimanche** chômé ;
- **Fractionnement** des jours de congés ;
- **Fixation** des jours de repos ;
- **Diminution du temps de repos minimal** entre 2 jours de travail: le ramener de 11h à 9h ;

Par ailleurs, ce 15 mai, l'assemblée a adopté un amendement permettant aux seuls accords d'entreprise de fixer librement le nombre de renouvellement de CDD. La loi travail 2 de 2017 avait déjà modifié en profondeur les règles des contrats précaires avec le principe scandaleux de l'inversion de la hiérarchie des normes, où chaque branche professionnelle (négociation entre le patronat et les organisations syndicales) déterminait les contours juridique des CDD (durée, renouvellement etc).

Désormais c'est à l'échelle de l'entreprise que cela se négociera. Le patronat s'en félicite, puisque ces dérogations et ces régressions s'appliqueront plus facilement dans les entreprises **où le rapport de force syndical est absent et dans lesquelles il n'y a pas d'IRP.** (C'est-à-dire une bonne majorité).

Muriel Pénicaud affirme que ce nouvel assouplissement du droit du travail a pour but de « *protéger les salariés les plus précaires* » et éviter les « *ruptures des contrats courts* ». Drôle de conception, **puisqu'il s'agit bien de multiplier les contrats précaires, d'imposer plus de flexibilité aux travailleuses et travailleurs. Le contrat précaire remplacera le CDI et sera la norme.**



Le service public hospitalier en crise :

Cette crise sanitaire a mis une fois de plus en avant la grave situation au sein de l'hôpital public. Il y a un an, Macron déclarait « *notre système ne souffre pas d'un manque de moyens* ».

Pourtant, l'hôpital public par volonté politique, est géré comme une entreprise privé. Le Lean management s'instaure dans les établissements, poussant le personnel à bout. Les personnels de la santé dénoncent une fois de plus le

manque de moyen (matériel, humain etc.). **La prime accordée aux agents de 500 euros à 1500 euros est une honte et révèle une fois de plus l'arrogance du gouvernement Macron.** Cette prime ne fera pas oublier à l'ensemble du personnel que leurs conditions de travail se trouvent de plus en plus difficiles.

En pleine crise, le gouvernement a signé un arrêt de mort sur l'hôpital public en exonérant les entreprises ou en reportant les versements de l'impôt et des cotisations sociales **Or, ce sont les cotisations sociales qui financent en grande partie l'hôpital public** et les salaires des agents des CHU. **Cela montre le caractère obscène de ce qui est un pouvoir au service du capital.**

Comment comprendre aussi qu'une structure comme l'APHP **ait mobilisé près de 20 000 volontaires bénévoles ?** Cela non seulement pour des missions d'appoint mais

aussi pour compenser ses carences sur des secteurs où des postes pérennes devraient exister !

Pas de prime, pas de médaille, pas d'hommage national, les personnels de santé ne souhaitent pas recevoir l'aumône, ni de considération hypocrites et insultantes de la part du gouvernement et de l'Etat (qui n'ont fait que démanteler l'hôpital à coup de restriction du personnel, de coupes budgétaires) mais une réelle augmentation des salaires, l'embauche de personnel dans tous les services. Un retour à véritable service public de la santé.



• Pour la classe dirigeante : Toujours plus de profits



De tout temps, les crises économiques profitent à la classe capitaliste et à la bourgeoisie. A l'heure où le gouvernement demande des efforts aux salarié.es, le chiffre d'affaire des grands groupes comme Facebook, google, apple etc ont augmenté de plus de 20%...

La plupart de leurs sous-traitants pratiquent un esclavagisme féroce. C'est le cas notamment pour la société Commus implantée au Congo, (travaillant pour Microsoft, GOOGLE etc). Pour ne pas perdre un centime dans le cadre du confinement, la direction a fait signer un contrat à l'ensemble du personnel **leur interdisant tout contact vers l'extérieur, leur interdisant de communiquer sur leur condition de vie scandaleuse** (la plupart dort dans des containers etc...).

Chez AIR FRANCE, la direction annonce une perte **de 2 milliards d'euros**. Alors que l'état a mis en place **un plan de soutien de 7 milliards d'euros**, la direction annonce un plan de licenciement collectif, appelé « plan de départ volontaires ». **Ce seront près de 10 000 emplois qui vont être supprimés. Près de 10 000 travailleuses et travailleurs vont pointer au chômage pour permettre aux actionnaires de s'engraisser encore un peu plus.**

Même logique plus généralement dans le transport logistique, le

gouvernement avait **annoncé débloquer plus de 300 millions d'euros pour les routier.es**. Est-ce à dire que les routiers et routières ont accès à des moyens sanitaires et hôteliers pour compenser la fermeture de la plupart des infrastructures permettant sur la route l'accès à des douches et à des toilettes propres leur permettant d'appliquer des mesures d'hygiène élémentaire rendues encore plus indispensables par la crise ? **Bien sûr que non.**

Dans la poursuite d'une culture politique capitaliste, le gouvernement a décidé de n'actionner que le seul levier qu'ils s'autorisent à manœuvrer qui puisse correspondre un tant soit peu à une intervention publique : la fiscalité. Chez Amazon, comment comprendre, là encore, qu'il ait fallu attendre une décision du tribunal de Nanterre pour que cette entreprise cesse **d'exposer ses salarié-es, en entrepôts et en livraisons**, de faire une concurrence déloyale à nombre de commerces indépendants, notamment dans les secteurs du livre et d'encombrer les chaînes logistiques de marchandises n'ayant aucun caractère de nécessité ?

Face aux injustices sociales et économiques que nous subissons toutes et tous, où la loi du profit règne (**57 milliards d'euros versés aux actionnaires**), revendiquer plus de transparence, plus de répartition des richesses n'est pas suffisant et ne résoudra rien la crise sociale actuelle. **La CNT, organisation syndicale révolutionnaire, ne souhaite pas l'aumône concédée par la classe du capital: nous voulons la réappropriation des moyens de production et la maîtrise de celle-ci.**

Crise sanitaire : Complotistes et réactionnaires à l'affût !

La crise sanitaire est venue saisir une société déjà fragilisée par la politique de casse des conquêtes sociales des travailleurs et travailleuses. Les fascistes, plus ou moins à visage découvert, en profitaient déjà, notamment par des incursions plus ou moins discrètes et plus ou moins déjouées dans le mouvement social.



Par une propagande particulièrement active, les plus obscurantistes poursuivent, pendant le confinement, un colossal travail d'intoxication de la **société par la diffusion massive de désinformation**. Sous couvert de « critiques » contre le gouvernement et la gestion de cette crise, **les messages antisémites, racistes, xénophobes, anti-scientifiques pullulent**.

Les fascistes ne parlent du peuple que pour exploiter sa colère. **Leur seul but, c'est l'asservissement du genre humain**

Cette crise servira au moins de révélateur également pour celles et ceux qui faisaient mine d'être dans le camp de la classe ouvrière. Ceux-la qui parlent du peuple mais n'ont pas hésité à propager des rumeurs accusant les habitants des quartiers populaires de ne pas respecter le confinement resteront dans nos mémoires. Nous n'oublierons pas leur réflexe de classe : la stigmatisation des « classes dangereuses ». Qu'ils sachent désormais qu'ils seront pour de bon chassés de nos luttes.

En jouant la carte d'une communication de crise lamentable et paternaliste, prenant clairement la population pour des enfants à qui on peut mentir pour leur bien, en cédant si souvent à la tentation autoritaire à défaut de prendre des mesures concrètes et efficaces le gouvernement s'est savonné la planche et ouvre un boulevard aux forces réactionnaires.

Le syndicalisme révolutionnaire: L'arme du prolétariat

Pour la CNT, le rapport de force doit se faire par la mobilisation de tous et de toutes, en s'organisant dans les syndicats, outil social et économique appartenant à la classe ouvrière et non aux bureaucrates.



Le communisme libertaire, projet révolutionnaire porté par la CNT, basé sur la socialisation et l'autogestion des moyens de production, sur la répartition des richesses produites par ceux et celles qui travaillent est une urgence sociale, politique, économique et écologique. Puisque ce sont celles et ceux qui souffrent au travail qui produisent les richesses et les services, qui doivent décider.

Face à l'État et au patronat, la socialisation des entreprises, la démocratie directe et la justice sociale ne sont pas des utopies, mais constituent un projet de société révolutionnaire dont sont porteuses nos pratiques syndicales au quotidien.

Chacun-e se doit de rejoindre le combat et de construire une dynamique de confrontation sociale contre l'État, le Capital et la classe politique.

**TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS REJOINT LA CNT, UN SYNDICAT DE COMBAT !
UNE SEULE LUTTE : LA LUTTE DES CLASSES**